

**L'hon. M. Pearson:** Ensuite, dans le dernier discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée, le 9 mars, le porte-parole israélien, M. Eban, a dit ce qui suit:

Nous admirons la délégation du Canada parce qu'elle a constamment concentré l'attention de l'Assemblée générale sur ses tâches positives et constructives.

Monsieur l'Orateur, ces trois pays ne semblent pas croire qu'ils ont été "poignardés".

Je pourrais, bien entendu, citer bien des opinions favorables d'Américains,—opinions exprimées officiellement et officieusement,—mais elles seraient suspectes aux yeux des députés de l'opposition.

J'avoue que notre ligne de conduite a été énergiquement et, à mon avis, injustement critiquée par deux groupements seulement: le gouvernement égyptien du colonel Nasser et le parti conservateur à la Chambre des communes.

Monsieur l'Orateur, j'aimerais ajouter en terminant que, depuis octobre dernier, nous avons fait tout ce qui était possible pour réaliser un règlement pacifique et honorable des questions pressantes, règlement qui pouvait ouvrir la voie à la solution des problèmes politiques entre Israël et ses voisins. Cette solution est essentielle si nous voulons éviter un nouveau conflit et elle paraît si terriblement difficile à atteindre, sauf, bien entendu, quand on n'est pas directement en contact avec ces problèmes eux-mêmes. Pour l'instant, l'essentiel est que l'Égypte et Israël fassent preuve de prudence et de modération, et que l'Égypte collabore avec les Nations Unies, au lieu de faire obstacle à leurs efforts en vue de rétablir et de surveiller la paix et le bon ordre dans la zone de Gaza. C'est là le point sur lequel porte la crise pour l'instant.

C'est pourquoi je dis que le gouvernement de l'Égypte est obligé par l'honneur à collaborer...

**Une voix:** L'honneur?

**L'hon. M. Pearson:** Est obligé par l'honneur à collaborer à cette tâche avec les Nations Unies. Il y va de son propre intérêt de le faire. S'il ne fait pas...

**M. Ferguson:** S'il ne fait pas quoi?

**L'hon. M. Pearson:** S'il ne collabore pas à cette tâche avec les Nations Unies. Cette collaboration est essentielle parce que les Nations Unies interviennent, à Gaza, sur un territoire qui, du point de vue juridique, relève de l'administration égyptienne. Qu'on tente de comprendre cela.

**M. Hodgson:** Il n'appartenait pas à l'Égypte il y a quelques années.

**L'hon. M. Pearson:** Si le gouvernement de l'Égypte refuse sa collaboration, il pourra empêcher les Nations Unies, non seulement d'assumer de nouvelles responsabilités dans l'intérêt de la paix et de la sécurité, mais de s'acquitter de celles dont elles se sont déjà chargées à l'égard de 250,000 réfugiés qui comptent entièrement sur elles et à l'égard de la sécurité le long de la ligne de démarcation. A tous points de vue, le gouvernement de l'Égypte devrait donc, dans son propre intérêt aussi bien que dans l'intérêt de la paix et de la sécurité, accorder aux Nations Unies la plus entière collaboration sur ce point. S'il ne le fait pas, je le répète, il pourra voir son refus entraîner la dissolution complète de la force d'urgence des Nations Unies et même la dissolution de l'organisme de secours des Nations Unies qui est à l'œuvre à Gaza; ce serait alors le chaos. Cela pourrait aboutir à remettre en présence avec leur amertume et leur hostilité les armées d'Israël et celles de l'Égypte, sans rien ni personne pour les séparer.

Monsieur l'Orateur, je ne puis croire que l'Égypte, même l'Égypte sans parler des autres pays, souhaite un tel résultat. J'espère donc que les puissances qui ont le plus d'influence, et je pense en particulier aux États-Unis, utiliseront cette influence avec énergie par les voies diplomatiques ou par toutes autres voies qui peuvent leur être ouvertes au Caire et partout ailleurs au besoin, pour aider à conjurer un tel désastre. Quant à notre gouvernement, nous continuerons à faire de notre mieux pour trouver une solution juste et pacifique à ces graves et difficiles problèmes.

**M. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, le discours que vient de prononcer le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) laisse sans réponse de nombreuses questions qui appelaient une réponse. Il a poussé la modestie tellement loin tantôt, que je me demandais ce qu'ont bien pu accomplir les 79 autres États membres des Nations Unies ces derniers mois. Alors que la situation mondiale donne lieu à toutes les craintes, il est là qui veille sur le pont en feu. En l'écoutant aujourd'hui, je ne pouvais m'empêcher de penser à Chanteclerc. On se souviendra de lui, monsieur l'Orateur. Il croit que son chant a fait lever le soleil. J'écoute mon honorable ami depuis de nombreuses années et j'ai considéré ses opinions sous l'angle des obligations que comporte le poste qu'il occupe. Mais, à la lumière des événements postérieurs, je pense qu'il regrettera ce qu'il a dit aujourd'hui.

**M. McIvor:** Non!

**Des voix:** Oh!